Le pouvoir aux travailleurs

29 SEPTEMBRE 2018

N° 247

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Patrons surexploitant les ouvriers pour le profit

Éditorial

NON À CETTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ET D'INJUSTICES ! Page 3-4

IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE. Page 5

ÉCOLE GRATUITE, UN MENSONGE ! Page 6-7

GUINÉE ÉQUATORIALE LES FRASQUES RÉVOLTANTES D'UN « *FILS À PAPA* » Page 8-9

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- NON À CETTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ET D'INJUSTICES ! …….	3 - 4
- LA LUTTE EST LE SEUL LANGAGE QUE COMPRENNENT LES PATRONS ……...	5
- IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE……..	5
- CRUE DU BANDAMA : L'INCURIE DE L'ÉTAT EST PATENTE ……..	6
- ÉCOLE GRATUITE, UN MENSONGE !	6 - 7
- FACE À L'INSÉCURITÉ, NE PAS COMPTER SUR LES CORPS HABILLÉS	7
- SÉNÉGAL : MACKY SALL FAIT DE LA LÈCHE AUX MARABOUTS MILLIARDAIRES….	8
- GUINÉE ÉQUATORIALE LES FRASQUES RÉVOLTANTES D'UN « *FILS À PAPA* » …….	8 - 9

E d i t o r i a l

NON À CETTE SOCIÉTÉ D'EXLOITATION ET D'INJUSTICES !

Nos dirigeants se vantent de réaliser une progression économique de 8 à 10 % tous les ans depuis ces 7 dernières années. Effectivement, les affaires de la bourgeoise capitaliste vont de mieux en mieux, les quartiers huppés d'Abidjan sont à la fête car la croissance c'est pour les riches.

Ce qui n'empêche pas les dirigeants de l'Etat de prétendre qu'ils œuvrent « *pour toute la population* ». Ils le disent d'autant plus fort que le mensonge est gros. Le gouvernement nous donne comme preuve de son prétendu engagement dans la lutte contre la pauvreté que le salaire minimum a doublé. De qui se moque-t-il ?

Pourtant, c'est un fait qu'avec 10.000 Fr aujourd'hui, on n'arrive pas à payer l'équivalent de ce qu'on pouvait obtenir avec 2.000 Fr auparavant ! La précarité se généralise dans les entreprises. Dans la zone industrielle de Yopougon, Koumassi et Vridi, il y a des ouvriers à qui les patrons exigent 10 heures de travail, voire 12 heures, payées pour ainsi dire 8 heures. Des semaines de six jours travaillés sont le plus souvent en vigueur. Partout la cadence de travail augmente. À Darling, un ouvrier écope d'une mise à pied parce que des mèches de cheveux sur lesquelles il a travaillé sont abimées durant la production. Mais comment l'éviter, quand la cadence de travail devient infernale ? A Filtisac, le rendement journalier exigé a augmenté alors que le revenu des travailleurs a été revu à la baisse !

Les conditions de travail et de vie se dégradent à tel point que de plus en plus de familles de travailleurs à Abidjan n'ont pas accès à l'eau potable et à l'électricité, quand bien même ils se tuent au travail !

Cette réalité dramatique n'empêche pourtant pas ces politiciens de venir battre campagne dans les quartiers populaires comme Abobo ou Koumassi, à l'occasion des élections locales, municipales et régionales, en cours. Ils font des promesses, distribuent de l'argent à tour de bras pour acheter des votes. Ils promettent qu'avec eux aux commandes, tout changera pour les pauvres. Qu'importe si, d'élection en élection, depuis plusieurs décennies, leurs devanciers, sinon eux-mêmes, ont déjà fait des promesses similaires et que la situation des populations pauvres ne cesse de se dégrader au fil des ans.

Bien sûr que les travailleurs ne restent pas les bras croisés face aux attaques incessantes de la bourgeoisie. Régulièrement, des luttes

surviennent. C'est le cas quelques fois dans les usines, quand le rapport de forces le permet. C'est plus souvent le cas dans le secteur du bâtiment où les travailleurs, du fait de la précarité des chantiers, arrivent plus facilement à s'organiser et à se mettre en grève. La plupart du temps, l'objet de ces grèves porte sur la régularisation des « *droits* » bafoués. Des droits pourtant inscrits dans la loi par la bourgeoisie elle-même ! Les travailleurs arrivent quelques fois à recouvrer une partie de ce qui leur a été ainsi volé.

Le résultat de ces luttes, même quand elles sont « *victorieuses* » restent cependant en dessous de ce qu'il faudrait aux travailleurs pour sortir de leur misère quotidienne. Globalement, leur situation ne cesse de se dégrader du fait que le coût de la vie ne cesse de grimper. Mais il n'en reste pas moins que ces luttes sont nécessaires et précieuses pour l'avenir car elles permettent de tisser des liens fraternels entre travailleurs, des liens de combats de classes. Elles permettent aussi d'acquérir une somme d'expérience en organisation, en savoir-faire dans la mise en place de « *comités de grève* », de « *piquets de grève* », de tenue des *« Assemblées Générales des grévistes* », etc.

Cette somme d'expériences de luttes ainsi accumulées leur sera utile demain dans les grandes luttes qui opposeront inévitablement la classe des riches à la classe des pauvres. Parce que les esclaves salariés d'aujourd'hui n'accepteront pas indéfiniment de rester des esclaves d'une bourgeoisie parasite, avec leurs valets au pouvoir, qui s'accapare toutes les richesses produites par la société. La marmite finira bien par exploser un jour !

C'est cette grande lutte qu'il s'agit de préparer dès aujourd'hui. Les jeunes élèves, et étudiants peuvent, eux aussi, faire dès maintenant le choix du camp des travailleurs et aider les exploités à débarrasser la société du système de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est en militant dès à présent dans le rang des communistes révolutionnaires qu'ils peuvent le plus efficacement prendre part à ce combat.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA LUTTE EST LE SEUL LANGAGE QUE COMPRENNENT LES PATRONS

Les travailleurs de Copaci, une entreprise de fabrication de produits cosmétiques, ont débrayé pour protester contre le retard des salaires des journaliers. En effet, plusieurs jours après la fin de la quinzaine, les journaliers n'avaient toujours pas reçu leur salaire. Déjà qu'il est maigre, si en plus de cela il ne tombe pas à temps ça devient plus compliqué.

Voyant que le patron prenait son temps en prétextant qu'il n'avait pas d'argent, les travailleurs ont tapé du poing sur la table. Les embauchés comme les journaliers ont arrêté le travail pour exiger le paiement immédiat des salaires en retard. Ils étaient décidés à ne reprendre le travail que si le patron accédait à leur revendication. Face à l'union et à la détermination des travailleurs, le patron a cédé. Il a rapidement trouvé de l'argent. C'est un exemple à suivre.

IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE

Quatre ex-travailleurs de Gandour, une usine basée dans la zone industrielle de Yopougon, licenciés suite à la dernière grève qui avait secoué cette usine, ont tenu une conférence de presse pour dénoncer leur situation.

« *Nous recevions des salaires de misère. A Ghandour le journalier peut arriver un matin et on lui dit qu'il n'y a pas de travail à faire après s'être déplacé à ses frais. De la sorte on se retrouve avec 40 à 50 mille F Cfa par mois là où les dirigeants de l'entreprise disent qu'ils nous paient au-delà du Smig […] On nous traite comme des chiens. Le journalier n'a pas de droits, il doit se soumettre sinon il est renvoyé […] cette entreprise fait de la protection des travailleurs le dernier des soucis. Ceux d'entre nous qui manipulons des produits chimiques toxiques sont chaque jour exposés sans que les dirigeants de l'entreprise aient le souci d'améliorer les conditions de travail ».*

Les patrons se comportent ainsi parce qu'ils savent qu'ils peuvent compter sur le soutien indéfectible de l'État qui n'hésite pas à envoyer des corps habillés pour mater les travailleurs et les jeter en prison. Ils peuvent le faire d'autant plus aisément quand la grève est isolée dans une seule entreprise. Or les problèmes des travailleurs sont partout les mêmes d'une entreprise à l'autre, d'une zone industrielle à l'autre. Lorsque nous réunirons nos forces nous serons plus forts pour imposer nos revendications communes. On verra alors si les patrons continueront impunément à nous traiter comme du bétail !

L E U R S O C I E T E

CRUE DU BANDAMA : L'INCURIE DE L'ÉTAT EST PATENTE

La région de la Marahoué est touchée par une inondation due à la crue du fleuve Bandama. Des quartiers des villes de Zuénoula et de Bouaflé, ainsi que des plantations ont été inondés. Officiellement, on dénombre plus de 6000 sinistrés.

Aujourd'hui, on ne sait pas au juste à quoi est due la montée des eaux du fleuve. Est-ce une forte pluviométrie ou des avaries dans la gestion des barrages de Kossou ou de Taabo ? Dans les différents communiqués, les autorités se contentent de parler de la crue du Bandama sans parler des causes. De telles inondations ne s'étaient pas produites dans la région depuis des décennies.

Le Bandama prend sa source dans la région de Korhogo et son embouchure se trouve à Grand-Lahou. C'est un fleuve interne à la Côte d'Ivoire, par conséquent contrôler ses fluctuations devrait être à la portée des autorités ivoiriennes, d'autant plus qu'il alimente deux barrages hydroélectriques (Kossou et Taabo) et que de larges zones agricoles se trouvent sur son bassin. Avec les plantations inondées, la région n'est pas à l'abri d'une crise alimentaire voire d'une famine dans les semaines et les mois à venir.

L'Etat s'est une fois de plus illustré par son irresponsabilité et son incompétence en matière de secours aux sinistrés. Depuis plus de deux semaines que dure l'inondation, les populations, chassées de leurs logements par les eaux, sont livrées à elles-mêmes. Ceux qui n'ont pas trouvé à se loger dans des familles sont toujours dans des abris de fortune. En guise de soutien, les représentants du gouvernement n'ont apporté jusque-là que 3 tonnes de riz et d'autres petites choses. C'est-à-dire pas plus de 0,5 kg de riz par personnes. C'est sans commentaire !

ÉCOLE GRATUITE, UN MENSONGE !

La rentrée scolaire a été fixée au 10 septembre cette année. Si quelques écoles ont commencé les cours, beaucoup d'élèves restent encore à la maison. Les parents attendent la fin du mois, une fois que les salaires seront perçus, pour les inscrire.

En Côte d'Ivoire l'école est censée être gratuite jusqu'à 16 ans. Mais on ne sait pas trop ce que le mot « *gratuit* » signifie pour les autorités gouvernementales, parce que tout élève doit s'acquitter de certains frais pour avoir accès à une salle de classe. Rien que les frais d'inscription en ligne coûtent 6 100 F pour être enregistré dans l'enseignement public. Ensuite il faut encore payer 6 000 F pour être inscrit dans une école. Il faut ajouter l'achat d'un paquet de papier rame (2 500 F), une chemise à « *rabat cartonné* » (1 000 F), le COGES (4 000 F) et une tenue de sport (4 000 F). À cela il faut ajouter les fournitures : livres, cahiers et autres instruments.

Lorsqu'un élève est affecté par l'État dans un établissement privé, c'est encore pire. L'inscription en ligne est de 3100 F, les frais d'inscription varient entre 35 000 et 400 000 F selon les établissements. Il n'est donc

pas surprenant que les « *fondateurs* » d'école privés fassent du lobbying pour avoir le maximum d'élèves affectés dans leurs établissements. Comme ça, ils peuvent se faire payer deux fois : une fois par les parents d'élèves et une deuxième fois par l'État.

Dans ces conditions, beaucoup d'élèves arrêtent les études simplement par manque de moyens. Alors, la prétendue « *école gratuite en Côte d'Ivoire* » n'est qu'une publicité mensongère !

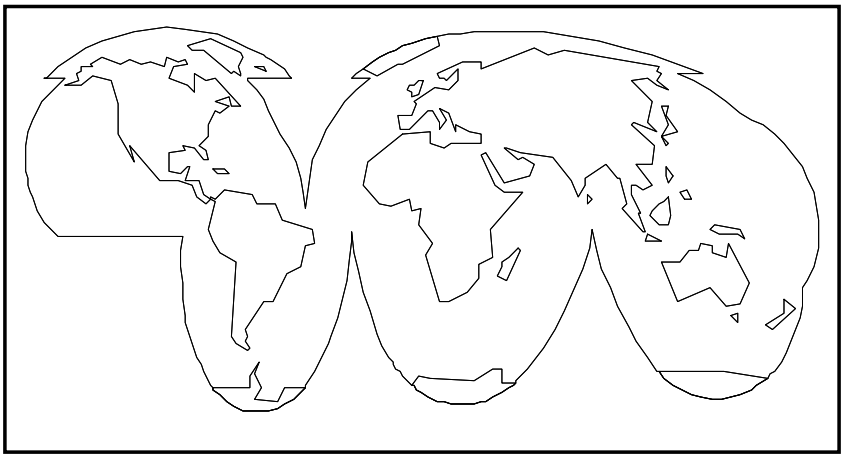
FACE À L'INSÉCURITÉ, NE PAS COMPTER SUR LES CORPS HABILLÉS

Scènes de course poursuite à travers le quartier, populations gazées au lacrymogène, tabassages dans les rues, rafles tous azimuts, gendarmes en civil faisant irruption dans des maquis et tabassant tout le monde ... violence par ci, violence par là. Voilà le spectacle que présentait la commune de Koumassi au début du mois de septembre. Et pour cause, un gendarme poignardé par des prétendus microbes a succombé à ses blessures.

La gendarmerie aurait pu mener des enquêtes minutieuses pour arrêter les malfaiteurs car non seulement c'est leur rôle, mais en plus c'est l'un des leurs qui était la victime. Mais non, habitués qu'ils sont à l'impunité et aux violences gratuites contre les populations pauvres, Ils se sont lancés dans des opérations punitives à l'aveuglette contre les habitants de ce quartier populaire, semant pagaille et violence.

Les corps habillés sont sensés sécuriser la population face à la montée de l'insécurité mais il y a de quoi se demander s'il faut craindre les microbes ou les corps habillés !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SÉNÉGAL : MACKY SALL FAIT DE LA LÈCHE AUX MARABOUTS MILLIARDAIRES

Pour préparer sa réélection, Macky Sall multiplie les gestes en direction des grands marabouts, notamment ceux des grandes confréries religieuses. À ceux de Touba, haut lieu du mouridisme, il a promis la construction d'une autoroute reliant cette ville à Dakar. A l'occasion de la dernière fête de la Tabaski, il a déjà distribué plusieurs millions de Cfa et engagé des travaux d'assainissement aux frais de l'État, de même que pour la réfection de certaines mosquées.

Pour ne pas faire des jaloux du côté de la confrérie des Tidianes, il a aussi fait des cadeaux pour embellir leur capitale Tivaouane. Tout dernièrement il a reçu au palais présidentiel, le marabout de la mosquée de Médina Baye qui fait figure de grande autorité dans la ville de Kaolack. Celui-ci n'était pas content parce qu'il estimait avoir lui aussi droit aux largesses présidentielles. Il est ressorti satisfait de la rencontre avec Macky Sall après avoir obtenu ce qu'il voulait.

Tous les présidents qui se sont succédé au pouvoir dans ce pays, à commencer par Senghor qui était pourtant catholique, ont eu recours aux mêmes pratiques. Wade et Macky Sall ont poussé le bouchon un peu plus loin en allant même faire acte d'allégeance devant le grand marabout de Touba. Ils sont fiers d'annoncer publiquement qu'ils sont les talibés (disciples) de ces marabouts milliardaires tout droit sortis du Moyen Âge et qui tirent la société en arrière.

GUINÉE ÉQUATORIALE LES FRASQUES RÉVOLTANTES D'UN « *FILS À PAPA* »

Le fils du dictateur de la Guinée équatoriale a récemment effectué un voyage au Brésil à bord de son jet privé. Manque de chance, la douane brésilienne a découvert que ces valises ne contenaient pas seulement des affaires ordinaires : l'une contenait plus d'un million de dollars et l'autre, des montres de luxe pour 15 millions. La loi brésilienne n'autorise que 2400 dollars au maximum.

Ce n'est pas la première fois que ce monsieur voyage avec des sommes importantes. Il a tenté de blanchir, en France, environ 150 millions d'Euros de 1997 à 2011. Il a été condamné à 30 millions d'Euros d'amende et trois ans de prison avec sursis pour « *des biens mal acquis* ».

L'argent provenant de la vente du pétrole est en grande partie détourné par le clan Obiang qui règne en maître absolu dans ce pays. Pendant ce temps, la population vit dans la misère.

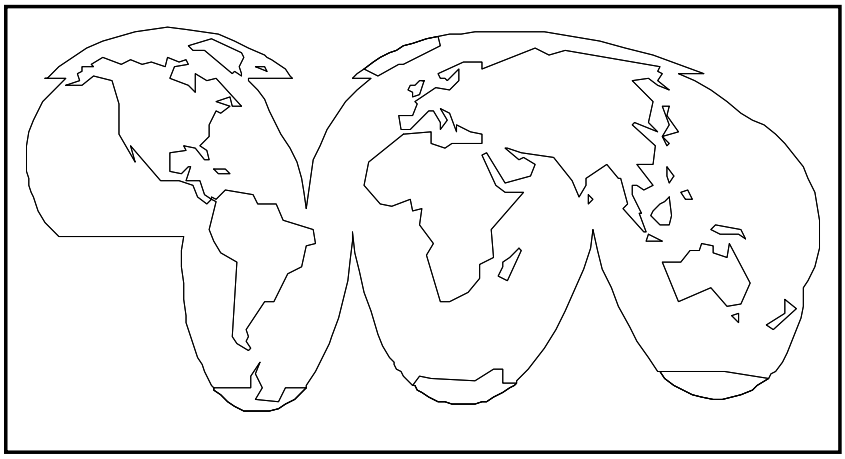
Théodorin n'est pas le seul « *fils à papa* » à se distinguer par ses frasques. Récemment, en Angola, le fils de l'ex-président dos Santos a été accusé du détournement de 500 millions de dollars alors qu'il était en charge de la gestion d'un fonds étatique. Accusé d'escroquerie et de détournement de l'argent de l'État, il est uniquement sous contrôle judiciaire.

Au Sénégal, Karim Wade, fils de l'ex-président Abdoulaye Wade, a été lui aussi accusé « *d'enrichissement illicite* » à hauteur de plus de 170 millions d'Euros. Il a profité de son poste de conseiller et de ministre du président du Sénégal pour s'en mettre plein les poches. Il avait un immense pouvoir dans le pays, au point d'être surnommé « *ministre du ciel et de la terre* ».

Tous ces détournements de fonds publics ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les sociétés d'extraction de minerais, les sociétés pétrolières et agro-industrielles se sont accaparées, pour une bouchée de pain, de toutes les richesses du sous-sol des pays d'Afrique, elles ont aussi mis la main sur les cultures de rentes.

Les dirigeants africains participent aussi à leur niveau à ce pillage impérialiste à grande échelle. C'est d'autant plus révoltant que les populations vivent dans la misère et le dénuement. C'est ainsi que fonctionne le système capitaliste qui ne sème que la misère et la désolation pour un grand nombre au profit d'une minorité de parasites et d'exploiteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.